

LA VISITE MOUVEMENTÉE DE P. GATTAZ « Le SMIC ne doit pas devenir une trappe à chômage »

AZEREIX Mardi, Pierre Gattaz, le président du MEDEF, premier syndicat de patrons, a visité l'entreprise de déconstruction d'avions Tarmac avant de donner une conférence de presse. Un comité d'accueil l'attendait.

La rencontre n'aura pas lieu. En habitué des déplacements chahutés (« Je suis chaque semaine dans les territoires depuis quatre ans et demi et il y a toujours un comité d'accueil »), Pierre Gattaz, accompagné de Sophie Garcia, nouvelle présidente du MEDEF Occitanie, et Jacques Argounes, président du MEDEF 65, ont laissé les huées aux seconds couteaux, préférant une porte dérobée pour arriver à la salle de conférence de Pyrène aéroport pendant qu'une centaine de manifestants faisaient le pied de grue dans le froid du site aéroportuaire.

● L'UNANIMITÉ CONTRE LUI

Une fois n'est pas coutume, toutes les formations politiques et syndicales de gauche étaient présentes pour accueillir le « patron des patrons » : CGT, FSU et Solidaires pour les syndicats, la France insoumise, le PC, le NPA et Lutte ouvrière, sans oublier ATTAC. Présents dès 10h, les Insoumis fustigent une politique qui fait exploser les inégalités : « en 20 ans, on est passé de 11 à 92 milliardaires en France, alors qu'il y a 9 millions de pauvres dont beaucoup de travailleurs qui parfois dorment dans leur voiture. Leur voracité n'a pas de limites », s'indigne Sylvie Ferrer, battue au second tour des législatives. Doulikar évoque lui le CICE qui, malgré la promesse de création d'un million d'emplois, a donné des résultats modérés (100 000 emplois créés ou conservés selon le comité de suivi) : « C'est un hold-up d'État ces 40 milliards ». Des véhicules qui passent sur la voie rapide en dessous de la banderole klaxonnent en signe de soutien. À 11h, ce sont les syndicats, CGT en tête, qui prennent place. Gilles Haurie, de l'union départementale CGT est là « pour lui dire qu'il n'est pas le bienvenu en Bigorre. Notre bassin a perdu 4 500 emplois industriels. Il est notre fossoyeur avec ses politiques de dumping social. »

● TARMAC ET L'ARGENT PUBLIC

Pierre Gattaz est venu visiter Tarmac Aerosave, la référence en Europe de la déconstruction et du stockage d'avions. Une entreprise en pleine expansion qui a accueilli le mois dernier son 500^e appareil et son premier A380. « C'était une idée de la CGT du GIAT au départ. C'est marrant, celui

Suicides à la Socata

La Semaine : deux salariés d'une entreprise de ce même site se sont donnés la mort en mars dernier. Les ordonnances fusionnent le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) avec les autres instances de représentation du personnel, dont le CE, n'est-ce pas une mauvaise nouvelle pour la santé des salariés ?

Pierre Gattaz : C'est toujours un drame quand quelqu'un en arrive là. Mais nous voulons simplifier et monter en gamme pour le management aussi, que les relations humaines soient dans l'exigence, c'est le rôle du patron ou du DRH. Une entreprise ne peut pas durer avec un stress permanent des salariés.

Sophie Garcia : Moins d'instances c'est plus d'efficacité. La santé morale de nos salariés, c'est ce qui nous empêche de dormir.

Pour Laurence Charroy, déléguée syndicale de la clinique de l'Ormeau, « l'employeur aura plus de pouvoir. À l'Ormeau on va passer de 20 à 12 représentants du personnel avec moins de moyens financiers pour les expertises. »



Venus visiter Tarmac et parler apprentissage et formation professionnelle, Pierre Gattaz et Sophie Garcia, présidente du MEDEF Occitanie, ont été accueillis par une centaine de manifestants.

qui demande la casse du service public accepte que les entreprises soient financées. Car Tarmac, c'est dans les 70 % de fonds publics. Mais c'est un choix industriel pertinent, ce qui n'est peut-être pas le cas des 200 milliards d'exonérations aux entreprises », poursuit la CGT. Car parmi les thèmes habituels du MEDEF abordés en conférence de presse (« on a un problème avec le coût du travail », « de bonnes nouvelles pour la fiscalité nationale, la flat tax, l'ISF, mais il faut aller plus loin »), les dépenses de l'État reviendront fréquemment. Même quand un journaliste attire l'attention sur un discours inaudible pour les salariés des EHPAD : « Il y a des services à sauvegarder mais aussi des étages de fonctionnaires. Je dis au chef de l'État : Gérez votre structure de l'entreprise France. »

● DE L'APPRENTISSAGE AU SMIC

Les sujets balayés en quelques minutes sont vastes, le talent d'orateur du personnage certain. Il parle de « confiance

retrouvée », d'un « président jeune, pro-Europe et pro-business », de « montée en gamme de l'économie française ». Et surtout d'apprentissage, prochaine réforme au menu du gouvernement. « Il est difficile pour un chef d'entreprise de trouver des talents. Sur les chantiers de Saint-Nazaire, on voit de nombreux soudeurs qu'on a été chercher à l'étranger, c'est absurde. L'apprentissage est une magnifique filière qu'il faut mettre à l'honneur. » « Après leur apprentissage, les jeunes sont souvent embauchés au-dessus du SMIC, ce matin on nous a parlé de 1 800 € bruts », précise Sophie Garcia. « Et leur dire qu'ils pourront un jour diriger une entreprise », reprend Pierre Gattaz, exemple du PDG de Mercedes à l'appui. Invité à réagir au sujet du jour - la préconisation par le comité d'experts [composé d'économistes libéraux] de la fin de l'indexation du SMIC sur le coût de la vie - Pierre Gattaz approuve : « Ce n'est pas une bonne chose que le SMIC augmente tous les ans. Il

ne faut pas qu'il devienne une trappe à chômage. On peut imaginer un SMIC en partie pris en charge par l'État pour les jeunes et les personnes les plus éloignées de l'emploi. »

● IRRÉCONCILIABLES

« Il a été demandé aux salariés du site d'être propres sur eux. Ça n'a pas été le cas lors de la visite de Philippe Martinez à l'Ormeau », indique un syndicaliste. Une petite phrase qui n'est pas sans rappeler la guéguerre autour des sorties d'Emmanuel Macron (comme « la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler »). L'animosité est à son comble entre un Pierre Gattaz qui veut « rattraper les marges allemandes (41 % contre 32 en France) » et des salariés qui demandent une autre répartition des richesses : « Tout va à l'actionariat, rien à l'investissement productif », clame Gilles Haurie. La part du travail dans la valeur ajoutée est passée de 75 % à 65 % entre 1981 et aujourd'hui.



RESTAURANT
La Vieille Auberge
BAR - PMU

Produits frais et locaux



OUVERT TOUS LES JOURS - 30 Rte de Lourdes 65290 JUILLAN © 05 62 32 97 74 - 06 83 09 57 23

du lundi au samedi midi
Menu du jour

14€

Buffet d'entrées
2 plats au choix
Dessert au choix
Vin compris

Week-end : Menu à la carte
Suggestions à l'ardoise